

Annexe 21 : Les mutineries militaires de la seconde moitié de l'année 1992

21.1 Les mutineries militaires du 29 mai 1992.....	2
21.2 La tentative de mutinerie militaire du 21 octobre 1992.....	3

Commentaire :

Au moins, deux tentatives de putsch militaire eurent lieu pour renverser le gouvernement multipartite. Je rappellerais brièvement ce point pour démontrer leur précocité – elles commencèrent dès les premières semaines d'installation du gouvernement de Dismas Nsengiyaremye – et surtout pour éclairer l'opposition résolue à laquelle le nouveau gouvernement dut faire face notamment envers les éléments nordistes, civils et militaires. J'ai repris pour l'essentiel des éléments d'informations établis par le ministre de la Défense, James Gasana, issu des rangs du MRND.

1. Extrait de James Gasana, *Du Parti-État à l'État-garnison*, L'Harmattan, Paris, p. 109.
2. Extraits de James Gasana, *Du Parti-État à l'État-garnison*, L'Harmattan, Paris, p. 160-161.

21.1 Les mutineries militaires du 29 mai 1992

« Mon épreuve la plus dure s'enclencha le 29 mai 1992. Après une réunion du Conseil des ministres qui avait évoqué la réduction des FAR après la guerre comme exigence des institutions de Bretton Woods, le ministre de l'Information, M. P. Ndengejeho, membre du MDR, présenta aux ondes de la Radio nationale une version trop déformée pour un sujet aussi délicat, d'un dossier qui par ailleurs avait été introduit par un ministre du MRND, M. Augustin Ndirabatware. Il y eut des mutineries des militaires à Ruhengeri et Gisenyi, qui allaient embraser toutes les unités de l'Armée rwandaise. Les militaires pensèrent qu'ils allaient être démobilisés. Les officiers et les politiciens conservateurs s'en saisissent comme une occasion dorée et voulurent exploiter ces mutineries à fond pour renverser le Gouvernement. Conscient de l'enjeu, je me rendis personnellement à Ruhengeri pour écouter les mutins et leur fournir les explications sur le vrai débat qui avait eu lieu au Conseil des ministres. À mon arrivée, ils ne voulurent pas que j'entre dans la salle aménagée pour la réunion. Tout était chaos, et ni leur commandant, le lieutenant-colonel Augustin Bizimungu, ni le chef d'État-major, le colonel Laurent Serubuga, ne purent ramener l'ordre.

La discussion se mena sous la pluie et les mutins ne permirent même pas qu'on m'amène un parapluie, disant qu'eux aussi n'ont pas de parapluies au front. Je ne leur dis pas que forestier praticien que j'avais été, j'ai du endurer des pluies que peu d'entre eux supporterait. Je leur accordai toute la liberté d'aborder sans crainte tout problème auquel ils souhaitaient avoir mon avis. Pour la première fois, j'avais l'occasion d'écouter les militaires décrire les problèmes de gestion des forces armées et de la guerre, et les injustices dont certains groupes avaient souffert. Ils abordèrent même les problèmes fondamentaux tel que le pourquoi (et le pour qui) de la guerre. Des plaintes furent formulées contre la façon dont les états-majors géraient les forces respectives. À la fin de la rencontre, le calme était rétabli. J'effectuai des visites dans d'autres grandes unités de l'armée pour fournir les mêmes explications. Je terminai ces tournées le 3 juin 1992 au Camp colonel Mayuya où je mis en garde certains officiers qui, sous l'instigation des officiers OTP dont le colonel Bagosora, menaient une campagne contre le ministre civil de la Défense.

Ces tournées me permirent de saisir la vraie force des éléments conservateurs des FAR. Pour lutter contre leur influence, il a fallu d'abord les localiser et étudier leurs méthodes. Ils étaient bien influents dans les hauts échelons des officiers où le régionalisme en faveur de certaines communes de Ruhengeri et Gisenyi était de rigueur. On avait à faire à des gens qui voulaient défendre leurs intérêts et leur statut. Les plus âgés des officiers étaient de faibles qualifications par rapport aux éléments plus jeunes. Ceux-ci comptaient beaucoup d'universitaires et de brevetés de hautes écoles militaires. »

21.2 La tentative de mutinerie militaire du 21 octobre 1992

« Il s'ensuit une tentative de mutinerie dirigée contre le Premier Ministre et moi-même le 22 octobre, au bataillon des paracommandos à Kanombe, à l'instigation des officiers conservateurs, et visant à renverser le Gouvernement. Les instigateurs comptent sur un soulèvement de toutes les unités des FAR. C'est ainsi qu'un parmi eux, le major Emmanuel Neretse commandant du bataillon Police militaire basé au Camp Kami, envoie le télégramme suivant à l'État-major, avec ampliation à toutes les unités :

« Les militaires du Camp Kami ne comprennent pas du tout la décision du Gouvernement de réintégrer certains officiers d'autant plus que toutes les instances consultées et la réunion des commandants d'unités avaient émis avis défavorable. Intégration prochainement des *Inkotanyi* ne peut être évoquée car imposée par les armes tout comme elle n'abolira pas mesures d'exclusion des FAR. Jusqu'à présent pas de réaction de mécontentement de façon organisée. Nous étonnons par ailleurs que chaque fois que la quiétude semble régner au sein des FAR une soucoupe déstabilisatrice est aussitôt lâchée par le Gouvernement. »

Il s'avère que les officiers instigateurs de la mutinerie ont des comptes personnels à régler avec les officiers à réintégrer. Par exemple, le major Neretse a subtilisé les sommes importantes d'argent aux officiers arrêtés en 1990, notamment Emmanuel Habyalimana, avant de les amener en prison. Le lieutenant-colonel Anatole Nsengiyunva a fait arrêter injustement le major Gaspard Mutambuka, et a fait torturer le major François Sabakunzi lors de sa réarrestation après la prise de la prison de Ruhengeri par le FPR en janvier 1991, alors qu'il a refusé de suivre les assaillants en Ouganda, et s'est présenté lui-même aux autorités. La réintégration de ces militaires gêne donc, parce qu'elle risque de placer au banc des accusés les officiers qui ont été des accusateurs. En plus, certains officiers OTP sont engagés dans une course contre la montre pour sauvegarder leurs positions. (...)

La décision de réintégration des officiers ci-dessus devient donc un bon prétexte pour les officiers OTP et leurs alliés qui rêvent de réaliser les plans de déstabilisation des FAR tel que cela ressort dans les documents du lieutenant-colonel Nsengiyunva et dans la déclaration de la CDR du 19 septembre 1992. Pour eux et pour la CDR, cette décision est une preuve supplémentaire que le contrôle de l'Armée leur échappe car il échappe déjà à Habyarimana, et qu'il est désormais du ressort du ministre de la Défense.

Le bataillon des paracommandos, unité la plus redoutable des FAR, doit prendre les devants. Apprenant que je suis un de ceux qui sont visés par cette opération, la quasi totalité des hommes de troupe refusent d'adhérer à la mutinerie, et seule une soixantaine de soldats irréductibles prennent les armes et se dirigent vers nos résidences en Ville de Kigali. Avant qu'ils n'arrivent à l'aéroport international Grégoire Kayibanda, le colonel Déogratias Nsabimana m'informe par téléphone à 3 heures du matin, de cette mutinerie et des efforts qu'il est en train de déployer pour ramener les mutins dans leurs camps. Cependant, les conjurés qui ont été trop optimistes quant à la coopération des militaires sont amenés à abandonner leur aventure avant de dépasser l'aéroport de Kanombe, grâce au revirement de dernière minute de leur commandant, le major Ntabakuze. »